

22 - 24 RUE DE BRETEUIL
13006 MARSEILLE

Téléphone : 04 91 13 48 13
Fax : 04 91 81 13 87

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

À: PREFET13

Numéro fax: 04.91.15.61.67

Société:

Date: 28/04/2011

De:

Numéro fax:

Société:

Nbre pages: 7

(incluant page de garde)

Sujet : ch2-1102017

Message :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

N°1102017

ASSOCIATION FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT (FNE) et autres

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Benoit
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 28 avril 2011

Vu la requête, enregistrée le 18 mars 2011 sous le n° 1102017, présentée pour l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT (FNE) dont le siège est 10 rue Barbier au Mans (72000), l'association URVN dont le siège est Le Ligourès, place Romée de Villeneuve Encagnane à Aix en Provence (13090), l'association NACICCA dont le siège est Maison de la vie associative boulevard des Lices à Arles (13200) et l'association LPO PACA dont le siège est Villa Saint Jules, 6 avenue Jean Jaurès à Hyères (83400) par Me Molina ; l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et autres demandent au juge des référés :

- d'ordonner, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution de l'arrêté du 17 janvier 2011 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a accordé à la SCI Chapelette et à la SARL Naturalia Environnement une dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens et d'habitats d'espèces animales protégées dans le cadre du projet d'implantation d'un parc de logistique sur le site de Mas Boussard sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau, jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision ;

- de condamner l'Etat à leur payer chacune la somme de 1500 € au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

L'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et autres soutiennent que :

- elles sont recevables dans leurs conclusions dès lors que l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, l'association URVN et l'association LPO PACA sont agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement et que le présent litige entre bien dans le champ de leur statut et que l'association NACICCA a intérêt à agir au regard de ses statuts,

- il y a urgence à suspendre l'exécution de l'arrêté attaqué dès lors que, accordant une dérogation à des dispositions d'interdiction en matière environnementale, il porte une atteinte suffisamment grave et immédiate aux intérêts qu'elles entendent défendre, que les travaux qu'il a pour conséquence de permettre porteront des dommages irréversibles et ont débuté et que l'intérêt lié à la préservation de l'environnement, des habitats et des espèces est supérieur à l'intérêt lié à la réalisation du projet,

- il existe un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué dès lors que :

- il est incompétamment signé par M. Celet, secrétaire général de la préfecture

N°1102017

2

puisque aucun élément du dossier n'établit que l'arrêté portant délégation définit de manière précise les fonctions déléguées et qui a été régulièrement publié,

- les délais imposés par la procédure n'ont pas été respectés, les éléments de calendrier figurant dans une note de la DREAL de Lorraine ayant été méconnus et le rapport de la DREAL mentionnant que la demande officielle de dérogation a été déposée tardivement au regard des autres procédures administratives, ce faisant « un sérieux souci de cohérence d'ensemble n'a pas manqué d'émerger »,
- le dossier de demande de dérogation était incomplet au regard des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 19 février 2007 ainsi qu'il ressort du rapport du 4 novembre 2010 du conseil scientifique régional du patrimoine naturel et de l'avis défavorable rendu le 22 novembre 2010 par le conseil national de protection de la nature,
- les dispositions de l'arrêté du 19 février 2007 modifié par l'arrêté du 28 mai 2009 fixant les conditions de demande d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement n'ont pas été respectées puisque, premièrement, l'arrêté attaqué s'il se prononce quantitativement sur la totalité des espèces aviaires protégées, ne fait pas état du nombre ou de l'importance de reptiles et d'amphibiens présents sur le site considéré alors même qu'une dizaine d'espèces différentes sont visées, que le site concerné s'évalue à une superficie de 38 ha et que le rapport du conseil scientifique régional du patrimoine naturel mentionne partiellement la population de lézards ocellés, deuxièmement, l'arrêté ne respecte pas l'obligation de fixer une durée à la dérogation, son article 5 prévoyant que la dérogation est accordée pour la durée des travaux liés aux chantiers de réalisation du parc logistique et, troisièmement, cet arrêté ne prévoit nullement l'identité des personnes amenées à intervenir s'agissant de destruction des habitats et des espèces dans le cadre de sondages géologiques et archéologiques,
- la motivation de l'arrêté attaqué est insuffisante au regard de l'exigence de motivation spéciale posée à l'article L. 411-1 du code de l'environnement puisqu'il n'est pas fait mention des raisons impératives d'intérêt public majeur qui justifient qu'il soit dérogé à la protection prévue par ce code,
- la commission départementale des sites n'a pas été consultée contrairement à ce qu'exigent les dispositions de l'article R. 411-16 du code de l'environnement,
- l'avis rendu par la commission faune du conseil national de la protection de la nature est irrégulier puisqu'il est rendu par un expert délégué alors qu'il ne ressort pas du dossier que cet expert aurait bien eu délégation de compétence de cette commission,
- l'étude d'impact est insuffisante ainsi qu'il ressort de l'arrêté litigieux,
- l'arrêté ne respecte pas le régime dérogatoire résultant tant des directives Oiseaux et Habitats que des normes internes, article L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et arrêté du 19 février 2007, puisque, premièrement, il n'est pas fait mention des moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort autorisés ni des conditions de risques et des circonstances de temps et de lieux dans lesquelles ces dérogations peuvent être prises ni des conditions de suivi de la mise en oeuvre de la dérogation, deuxièmement, aucune autre solution satisfaisante n'a été recherchée, aucune pièce produite à la demande ni aucune des dispositions

N°1102017

3

- de l'arrêté litigieux ne permet d'établir que les travaux envisagés permettront de maintenir dans un état de conservation favorable les populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et nul motif justifiant une telle dérogation n'étant mentionné dans l'arrêté attaqué, en tout état de cause, aucun motif tiré d'un intérêt public indiscutable, au sens du droit communautaire, ne peut être trouvé dans cette opération d'ordre privé, l'arrêté est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation puisque, premièrement, le caractère incomplet de la demande de dérogation n'a pas permis au préfet des Bouches-du-Rhône d'avoir une parfaite connaissance des conséquences sur la faune, la flore et les habitats, deuxièmement, les mesures envisagées pour réduire les impacts sont insuffisantes car elles n'assurent pas une protection efficace des espèces protégées et, troisièmement, les mesures compensatoires retenues sont aussi pauvres qu'insuffisantes ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu le mémoire, enregistré le 1er avril 2011, présenté par la SARL Naturalia Environnement ; la SARL Naturalia Environnement conclut au rejet de la requête ;

La SARL Naturalia Environnement soutient que la condition d'urgence n'est pas remplie dès lors que le planning d'intervention n'a fait l'objet d'aucune remarque de la part du CSRPN ou du CNPN et que l'essentiel des habitats d'espèces ont déjà été détruits à ce jour conformément à ce planning, que la note de la DREAL de Lorraine n'a aucune portée réglementaire et relève de la simple préconisation, que le grief tiré de l'incomplétude du dossier de demande n'est pas fondé, que l'arrêté préfectoral n'est entaché d'aucune insuffisance, la période d'exclusion des travaux étant mentionnée et les limites d'exécution de certaines tâches étant précisées, que lors des sondages géologiques et archéologiques aucune destruction d'espèces d'habitat n'a été réalisée, ces sondages ayant été réalisés en hiver, que le terrain d'assiette du projet n'étant pas situé dans un site Natura 2000 l'arrêté n'avait pas lieu d'être motivé par des raisons impératives d'intérêt public majeur, que la consultation de la commission départementale des sites n'est pas prévue dans les dispositions réglementaires régissant les dispositifs relatifs à la dérogation, que l'expert délégué de la commission faune du CNPN a bien reçu une délégation de compétence, que l'étude d'impact ne présente aucune insuffisance, les requérants se contentant d'ailleurs d'une simple affirmation, que la dérogation est conforme au droit communautaire, les dispositions invoquées par les requérants n'étant pas applicables au présent litige, qu'il est démontré dans le dossier de demande que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations d'espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et qu'il n'existait pas d'autre solution plus favorable et que l'arrêté préfectoral n'est entaché d'aucune erreur manifeste d'appréciation, les mesures compensatoires mises en oeuvre étant suffisantes et proportionnées aux impacts ;

Vu le mémoire, enregistré le 4 avril 2011, présenté pour la SCI Chapelette, par Me Morelli ; la SCI Chapelette conclut au rejet de la requête et à la condamnation solidaire des associations requérantes à lui payer la somme de 5 000 € au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

La SCI Chapelette soutient que la situation d'urgence n'est pas réalisée dès lors que doivent être prises en compte, pour l'appréciation d'une telle situation, les mesures compensatoires et les précautions qu'elle a prises et que la position des requérantes résulte d'une lecture faussée du dossier de demande en ce qui concerne les impacts du projet et qu'il n'existe aucun doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué dès lors que son signataire avait délégation, que la note interne de la DREAL de Lorraine ne correspond à aucune disposition législative ou réglementaire qui imposerait le moindre délai dans la procédure de dérogation, que le dossier de demande de dérogation était complet, que l'arrêté mentionne

N°1102017

4

bien toutes les espèces concernées, ainsi d'ailleurs que le dossier de demande de dérogation, que le terrain n'étant pas classé en zone Natura 2000 la dérogation n'avait pas à être motivée par des raisons impératives d'intérêt public majeur, que la commission départementale des sites n'avait pas à être consultée, que l'avis rendu par le CNPN est régulier, l'expert délégué disposant d'une délégation de compétence en la matière, que l'étude d'impact est suffisante, que la directive Habitats est inapplicable en l'espèce, aucun site Natura 2000 n'étant intéressé et le lézard ocellé n'y étant pas mentionné au titre des espèces protégées, que la directive Oiseaux n'a pas été méconnue, aucun oiseau n'ayant été tué ou capturé, aucun nid n'ayant été détruit, endommagé ou enlevé et aucun oiseau n'ayant été perturbé pendant la période de reproduction, que les travaux envisagés ne nuiront pas à une conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, que le projet revêt un intérêt public majeur dès lors qu'il aura pour effet de créer plus de 500 emplois dans une région particulièrement touchée par le chômage et que la centrale voltaïque qui sera la plus importante d'Europe va produire 12 MW d'électricité par an soit la consommation annuelle en électricité d'une commune de 35 000 habitants, qu'il n'existe aucune erreur manifeste d'appréciation et que les mesures compensatoires, notamment l'achat de terrains pour un montant de 1 300 000 €, ne peuvent être regardées comme insuffisantes ;

Vu le mémoire, enregistré le 12 avril 2011, présenté par le préfet des Bouches-du-Rhône ; le préfet des Bouches-du-Rhône conclut au rejet de la requête ;

Le préfet des Bouches-du-Rhône soutient qu'au regard, d'une part, des mesures compensatoires, consistant en l'acquisition d'unité d'échange de la réserve d'actifs naturels sur le site de Cossure à hauteur de 29,4 ha, elle-même incluse dans le dispositif général des mesures de réduction des impacts, l'accompagnement du projet et de compensation, auquel s'est obligé le maître d'ouvrage, d'un montant total minimal est estimé à 1 161 350 €, d'autre part, du fait de la réalisation du planning d'intervention, l'urgence ne paraît pas objectivement en l'espèce établie par les associations requérantes, qu'il n'existe aucun doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué dès lors que M. Celet, secrétaire général de la préfecture, bénéficiait d'une délégation de signature du préfet par arrêté du 3 novembre 2010 régulièrement publié au recueil des actes administratifs de l'État du même jour, que la note de la DREAL de Lorraine n'a pas de valeur réglementaire, que le dossier de demande de dérogation était complet, que l'arrêté attaqué mentionne bien le nombre et le sexe des spécimens d'oiseaux, qu'il en va de même pour les reptiles et les amphibiens, que pour certaines espèces hermaphrodites aucune détermination de sexe n'est possible, que la durée de validité de l'autorisation est fixée à l'article 5 et que la qualification des personnes appelées à intervenir est précisée, que l'article L. 414-4 du code de l'environnement invoqué par les requérantes n'est pas applicable à l'espèce, le terrain d'assiette ne figurant pas dans une zone Natura 2000, que l'arrêté n'avait donc pas à être motivé par des raisons impératives d'intérêt public majeur, que dans la mesure où il n'existait pas d'autre solution satisfaisante et où les populations concernées étaient maintenues dans un état de conservation satisfaisant, l'arrêté respecte les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, que la commission départementale des sites n'avait pas à être consultée, que l'expert délégué disposait d'une délégation de la commission faune du CNPN, que le moyen tiré de l'insuffisance de l'étude d'impact n'est étayé d'aucune précision, que les directives Habitats et Oiseaux ont été respectées et qu'il n'existe aucune erreur manifeste d'appréciation ;

Vu le mémoire, enregistré le 12 avril 2011, présenté pour l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et autres qui concluent aux mêmes fins par les mêmes moyens ; l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et autres font valoir en outre que la condition d'urgence est bien caractérisée dès lors qu'il ressort des écritures des défendeurs que les travaux de déforestation du site ont commencé emportant des effets irréversibles, que la délégation de signature accordée au secrétaire général de la préfecture est trop large et trop imprécise pour permettre au juge d'en contrôler la portée, que les mesures adoptées par le demandeur ne permettent pas d'assurer la conservation des espèces concernées et que le préfet n'a pas recherché s'il existait une solution alternative, contrairement à

N°1102017

5

ce que prévoit l'article L. 411-2-4° du code de l'environnement ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la requête numéro 1101698 enregistrée le 4 mars 2011 par laquelle l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT (FNE) et autres demandent l'annulation de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 ;

Vu la délégation du président du Tribunal prise en application de l'article L. 511-2 du code de justice administrative ;

Après avoir convoqué les parties à l'audience publique du 13 avril 2011 au cours de laquelle il a présenté son rapport et entendu les observations de Me Schwing substituant Me Molina pour l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT (FNE) et autres, celles de Mme Rochat et de M. Rolland représentant le préfet des Bouches-du-Rhône, celles de Me Morelli pour la SCI Chapelette et celles de M. Peyre représentant la SARL Naturalia Environnement ;

Après avoir prononcé, à l'issue de l'audience, la clôture de l'instruction ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...) » ;

Considérant qu'en l'état de l'instruction aucun des moyens invoqués n'est de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté du 17 janvier 2011 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a accordé à la SCI Chapelette et à la SARL Naturalia Environnement une dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens et d'habitats d'espèces animales protégées dans le cadre du projet d'implantation d'un parc de logistique sur le site de Mas Boussard sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau ; que, par suite, les conclusions aux fins de suspension de l'exécution de la décision attaquée doivent être rejetées ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de cet article : « Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;

Considérant que ces dispositions font obstacle aux conclusions des associations requérantes dirigées contre l'État qui n'est pas, dans la présente instance de référé, la partie perdante ; qu'il y a lieu

N°1102017

6

en revanche, dans les circonstances de l'espèce, de condamner solidairement l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, l'association URVN, l'association NACICCA et l'association LPO PACA à payer une somme de 1000 € à la SCI Chapelette t en application desdites dispositions ;

ORDONNE

Article 1^{er} : La requête de l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, l'association URVN, l'association NACICCA et l'association LPO PACA est rejetée.

Article 2 : L'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, l'association URVN, l'association NACICCA et l'association LPO PACA sont condamnées solidairement à verser une somme de 1000 € à la SCI Chapelette en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, à l'association URVN, à l'association NACICCA, à l'association LPO PACA, au préfet des Bouches-du-Rhône, à la SCI Chapelette et à la SARL Naturalia Environnement.

Fait à Marseille, le 28 avril 2011.

Le juge des référés

Signé

L. BENOIT

La République mande et ordonne au préfet des Bouches du Rhône en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
LE GREFFIER EN CHEF